



## Réunion publique

# Le temps du travail pourquoi ? pour qui ?

### entrée libre

Vendredi 1<sup>er</sup> octobre à 19 heures  
au local La Rue  
10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII<sup>e</sup>  
métro Blanche ou Abbesses

---

# Pour sauver nos retraites

## Sabordons le capitalisme et gérons nous-mêmes la société et l'économie

IL PARAÎT QU'IL FAUT RÉFORMER les retraites. Comme d'habitude, on nous dit qu'il faudra travailler plus, mais cette fois-ci on se garde bien d'ajouter « pour gagner plus ». Mais qui aspire à travailler plus longtemps, avec des pensions toujours plus basses ? Le problème des retraites attire notre attention sur la perversion du système capitaliste ; il doit nous amener à le refuser et construire quelque chose de différent.

L'espérance de vie augmente et on vit donc de plus en plus longtemps à la retraite. Il y a de moins en moins d'actifs

pour payer les retraites des salariés. Ces deux arguments sont supposés justifier une réforme des retraites d'ampleur, pour préserver notre système « par répartition » (c'est-à-dire un système dans lequel ceux qui travaillent cotisent pour payer les pensions de ceux qui sont à la retraite – par opposition à un système « par capitalisation » dans lequel chacun épargne pour sa propre retraite). Les choses paraissent simples. Pourtant, cette réforme pose de nombreux problèmes. Au final, ce seront toujours les mêmes qui trinqueront : les

travailleurs aux revenus modestes et moyens, sans parler, bien sûr, des chômeurs de longue durée.

Le gouvernement veut augmenter la durée de cotisation et retarder l'âge minimum de départ à la retraite, qui est aujourd'hui fixé à 60 ans. Il ne veut pas entendre parler d'une augmentation du montant des cotisations, qu'elles soient salariales ou patronales, pour financer les retraites. Il a évoqué la mise en place de nouveaux impôts sur les plus riches (sur les revenus du capital notamment), mais

cette mesure ne doit être que symbolique, afin de faire passer la pilule aux moins aisés, qui pâtiront le plus de la réforme. Les syndicats sont, quant à eux, pour la plupart (sauf les syndicats de patrons, bien entendu), favorables à une augmentation des cotisations et à la recherche de nouvelles sources de revenus à travers de nouveaux impôts.

Qui a raison dans ce débat ? Aucun des deux camps. Certes, on ne peut donner raison aux patrons et à leur allié, le gouvernement : travailler toujours plus longtemps ne peut être une solution satisfaisante. D'abord, parce qu'avec l'importance du taux de chômage des plus de 55 ans, travailler plus longtemps va surtout signifier être au chômage un peu plus longtemps, pour finir par conséquent avec une retraite misérable. Ensuite, parce que relever l'âge légal de départ à la retraite est injuste : ceux qui ont commencé à travailler tard pourront travailler moins longtemps (41 ou 42 ans, probablement, après la réforme) que ceux qui ont commencé à travailler très tôt (16, 17 ans), qui devront pour certains cotiser pendant 44 ou 45 ans avant d'avoir atteint l'âge légal de départ à la retraite, alors que ce sont souvent eux qui exercent les métiers les plus pénibles. Enfin, le projet gouvernemental va foncièrement à l'encontre des aspirations d'une majorité de la population : seuls les plus privilégiés aspirent réellement à travailler plus. D'après les sondages, 64 % des Français refusent de repousser l'âge du départ à la retraite, et en moyenne, ils désirent partir en retraite à l'âge de 59 ans, soit un an avant l'âge légal que nos dirigeants voudraient repousser ! Il n'y a rien d'étonnant à ce que les travailleurs dans leur grande majorité ne souhaitent pas travailler plus longtemps : la France est un des pays où le travail est le plus intense, le plus productif : les salariés sont pressés par leurs supérieurs, les cadences parfois infernales et les exigences démesurées sont génératrices de stress, voire de dépressions (surconsommation nationale d'antidépresseurs, suicides à France Télécom, Renault, La Poste et tant d'autres dont on n'entend pas parler). Il faut être rentable, flexible, productif. Mais dans quel but ? Nous produisons toujours plus de choses dont le seul but est d'être consommé, pas pour satisfaire des besoins, mais uniquement pour faire fonctionner la machine économique (a-t-on besoin du dernier téléviseur 3D ? doit-on forcément jeter et racheter du neuf plutôt que réparer ?). Le travail n'a plus de sens, il est alié-

nant, pénible et il détruit : accidents du travail, maladies professionnelles, pathologies diverses, sans compter la pollution et la destruction de la faune et de la flore générées par la production et la consommation de masse. Tout ceci, dans la plupart des cas, pour enrichir un patron ou des actionnaires. Pas étonnant que la plupart des gens ne veuillent pas travailler plus longtemps !

Mais les solutions des syndicats ne sont guère plus satisfaisantes : augmenter les cotisations salariales baissera encore le niveau de vie des plus démunis. Et aug-



menter les cotisations patronales élèvera le coût des salariés pour les employeurs, qui, pour préserver leur profit et celui des actionnaires, choisiront de ne pas embaucher, voire, pour ceux qui le peuvent, de délocaliser. Quant à la taxation des profits et des capitaux, on peut largement douter de son efficacité, parce que les plus riches ont toujours su où placer leur argent pour échapper à l'impôt.

Il n'y a pas de bonne solution au problème du financement des retraites. Et on ne peut compter sur la sagesse de nos députés pour trouver un compromis acceptable. Que savent-ils des problèmes des travailleurs et de la galère des retraités, eux qui après un seul mandat de cinq ans toucheront, quoi qu'il arrive, une retraite de 1 557 euros par mois (3 114 euros pour dix ans, 4 672 euros pour quinze ans...)? Quel salarié peut prétendre à ces avantages ? Ceux qui doivent décider pour nous vivent dans un autre monde, où dix ans de travail (et un travail pas forcément très intense, si l'on se fie aux taux d'absentéisme de nos « représentants » à l'Assemblée) seulement donnent droit à une retraite plus confortable que celle de cadres supérieurs après toute une vie ?

Certains députés parlent de réformer leur régime spécial de retraite, dans un prétendu souci d'équité, mais on peut faire confiance à nos parlementaires pour ne pas traiter cette question en urgence, ou aboutir à une réformette uniquement symbolique.

On ne peut attendre des « représentants » une solution viable qui garantisse que personne ne puisse vivre dans la misère en tant qu'actif ou que retraité. Si le Parlement avait voulu rendre les hommes plus égaux, il aurait pu le faire depuis longtemps. On ne doit pas plus espérer de la rapacité des patrons la moindre concession : si certains petits employeurs peuvent avoir « le cœur à gauche », les très nombreux grands patrons et leurs banquiers ont bien le portefeuille à droite. Dans notre société, le travail sert principalement à enrichir ceux qui exploitent la force de travail ; il ne répond que rarement à un besoin. Parce que sans croissance de la consommation, le système capitaliste ne peut perdurer, il faudrait sans cesse produire et acheter, quel que soit le produit, son utilité ou sa nocivité. Il nous faut refuser cette logique mortifère ! Ne travaillons que pour satisfaire des besoins. Si l'on abandonne tout le superflu, en décidant collectivement ce qui est

important et désirable de produire, travailler 35 heures ou plus, stressé et épuisé, n'aura plus de sens. Nous pourrions réduire considérablement le temps de travail, tout en adoptant un mode de vie respectueux de notre santé et de notre environnement. La question des retraites se posera alors différemment, soit qu'on n'hésitera plus à travailler plus longtemps, soit qu'on se sera définitivement débarrassé de la monnaie, et donc de tout problème d'argent. Mais pour cela, il faut rompre avec le capitalisme, refuser la propriété privée, le règne des actionnaires et des patrons. Il nous faut nous organiser nous-mêmes, décider ce que nous voulons consommer et donc ce qui vaut la peine d'être produit. Partager les richesses et les ressources entre tous. Ne plus laisser l'argent et ceux qui le possèdent diriger nos vies.

C'est une révolution qu'il faut faire advenir. Nous sommes assez nombreux à pâtir du système actuel pour arracher notre libération aux quelques-uns qui nous asservissent en tirant profit de notre travail. Ils ne se laisseront pas faire, mais il est temps de prendre notre vie en main, de refuser les injustices et l'exploitation. Pour une réelle égalité dans une société libre-taire.

# Le stress

## Souffrir pour quoi et pour qui ?

### De quoi parle-t-on ?

Le stress est une réaction de défense biologique et psychique (un état d'activation générale, une tension) pour répondre à ce que l'organisme perçoit comme une agression. On parle de « bon » ou « mauvais » stress. Mais, s'il peut aider à surmonter la difficulté, c'est qu'il y a eu agression extérieure. La vraie question est donc celle de la nature, de l'intensité et de la durée de l'agression : le stress devient insupportable et générateur de maladies si elle est d'une nature, d'une intensité ou d'une longueur qui dépasse les capacités d'adaptation et de résistance. Or les conditions de travail – particulièrement des emplois de bureau – sont souvent vécues de manière individuelle, et les souffrances considérées comme une tare personnelle, parce qu'elles renvoient aux capacités de chacun (dans des postes de plus en plus individualisés et solitaires).

Pour l'Agence européenne pour la sécurité du travail, le stress survient lorsqu'il y a déséquilibre entre la perception qu'a un individu des contraintes imposées par son environnement, et la perception qu'il a de ses propres ressources. Cette définition maintient la vision individuelle des conditions de travail, alors que, par exemple dans les urgences qu'on gère en la reportant les unes sur les autres, on voit bien une construction collective d'un état permanent d'urgence, avec conséquences psychologiques sur les conditions de travail. Derrière un vécu individuel, il y a une conception du travail : la « révolution managériale » chère aux DRH.

### Cas pratiques

Les enquêtes d'envergure sur le stress dans les grandes entreprises et à l'échelle européenne, montrent toutes la même chose. Les principales manifestations du stress sont l'anxiété, la fatigue, les maux de tête, l'irritabilité, l'insomnie.

Le stress touche près de la moitié des salariés, avec des disparités selon le secteur

et le grade. Plus dans les services de direction que dans les services opérationnels ; et les cadres plus que les maîtrises et d'exécutions.

En termes de facteurs de stress, arrivent en tête le manque de temps pour accomplir sa tâche (cadres surtout), les mauvaises relations avec les collègues et l'intérêt minime pour le travail (maîtrises et exécutions surtout).



### Le vrai visage de l'organisation du travail

Dans l'idéologie des dominants, les cadres reçoivent, analysent, décident et organisent. Les maîtrises et exécutions mettent en œuvre les objectifs (présentés comme seule voie possible). Or ces enquêtes montrent le vrai visage des organisations hiérarchiques : une tête (les cadres) mise hors d'état de penser sereinement par faute de temps, et des bras (les maîtrises et exécutions) mis hors d'état d'agir sereinement par une pression et un changement à l'emploi favorisant les conflits entre

collègues ! Et ceci au profit d'un pouvoir supérieur, qui neutralise la critique du système. On avance sans voir !

Cette gestion par le stress est liée à l'accélération et la multiplication des réorganisations dans tous les services, empêchant d'avoir des points de repères durables, et masquant la supercherie du « management ».

### Subir seul ou réagir collectivement

Pourquoi cette mystification ? Il y a la bonne vieille recette de division des salariés entre les exécutions, maîtrises et cadres. Il y a aussi la pression idéologique néolibérale hyperindividualiste qui a imprégné les discours pour cadres mais qui est un leurre dans une société toujours plus normée et policière, en contradiction avec la prétendue liberté individuelle qui lui sert d'attrape-nigauds. Normalisation et flicage qui se retrouvent dans l'entreprise avec les reportings, évaluations, etc. : procédures bureaucratiques de contrôle avant d'être des outils d'action. Enfin, la mystification passe beaucoup par les conditions de travail, qui sont trop souvent perçues de manière individuelle, alors que c'est un système global et organisé.

Pour y résister, il faut absolument retrouver le chemin du collectif, par une solidarité minimum entre collègues, mais aussi en se réappropriant l'outil des syndicats pour porter des revendications sur les conditions de travail. Car la connaissance que nous avons de nos métiers nous rend plus légitime que les « managers » qui ne sont spécialistes que des mécanismes de domination.

Plusieurs articles du groupe Louise-Michel sur les (mauvaises) conditions de travail sont consultables sur la page du groupe du site [www.federation-anarchiste.org](http://www.federation-anarchiste.org) : conditions de travail en général, stress, rapport au handicap, ou pénibilité.

# Qu'est-ce que la Fédération anarchiste ?

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé selon les principes du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur internet). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Ces structures fédérales sont : l'hebdomadaire *Le Monde libertaire*, *Radio libertaire* (89,4 FM à Paris, mais aussi partout sur internet), la

librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris). En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

## Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour ça que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Mais qu'ils regardent alors autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire ? L'ordre social actuel, c'est un combat dans lequel seuls les plus forts survivent.

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée de manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non

pas de gouverner les hommes, mais d'administrer les choses au profit de la société tout entière.

Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique, et donc notamment l'abolition des discriminations de sexe et de classe ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.

Voici en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

tous les jeudis

## Le Monde libertaire

(pour savoir où : [www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com))  
dans le quartier Jules-Joffrin/Clignancourt :

Librairie l'Humeur vagabonde au 44, rue du Poteau, kiosque au 2, place Charles-Bernard (croisement rue du Poteau et rue Duhesme), kiosque au 58, boulevard Ornano (entre la rue du Roi d'Alger et la place Albert-Kahn), kiosque au 154bis, rue Ordener (croisement avec la rue Damrémont), kiosque au 58, rue Custine (croisement avec la rue Hermel).

tous les jours

## Radio libertaire

La voix sans dieu, sans maître et sans publicité, de la Fédération anarchiste en Ile-de-France sur **89,4 MHz** et partout ailleurs sur Internet :

[rl.federation-anarchiste.org](http://rl.federation-anarchiste.org)

Retrouvez l'émission du groupe Louise-Michel : « Pas de Quartier », un mardi sur deux de 18 heures à 19 h 30.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander se trouve à :

## La librairie du Monde libertaire

145, rue Amelot, 75011 PARIS  
Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire